



**Syndicat National de la DGFIP-FORCE OUVRIERE**

**Section de l'Aveyron**

[fo.012@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.012@dgfip.finances.gouv.fr)  
<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Rodez, le 17 décembre 2009

## **COMPTE RENDU D'ACTIVITE CTPL du 17 décembre 2009**

Ce CTPL était réuni suite au boycott par les organisations syndicales du précédent convoqué le 7 décembre. Il avait comme point essentiel à son ordre du jour la suppression de 7 emplois imposée par le projet de loi de finances 2010.

---

### **DECLARATION LIMINAIRE LUE EN DEBUT DE SEANCE PAR :**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres de la parité administrative, Depuis de nombreux mois maintenant, notre section syndicale ne cesse de vous répéter que les conditions de travail se dégradent de plus en plus dans tous vos services.

A l'occasion de ce CTPL nous souhaitons évoquer avec vous, avant tout autre point de l'ordre du jour, la situation générale plus que préoccupante du réseau aveyronnais.

Comme vous le savez, notre section syndicale fait circuler depuis quelques semaines une pétition et un petit questionnaire auprès de tous les personnels afin de leur donner la parole pour qu'ils s'expriment librement. A ce jour, nous avons reçu **113 réponses**, réponses émanant autant de cadres A (chefs de poste et non comptables), que de cadres B ou C. La moitié des agents ont répondu à cette enquête, ce qui confirme si besoin en était l'exaspération et le mécontentement croissant des collègues, tout grade confondu.

**Nous allons donc vous lire les doléances de vos personnels et nous vous demanderons de leur donner des réponses concrètes. Nous leur rendrons naturellement compte de chacune de vos réponses afin qu'ils puissent eux-mêmes juger du sort qui leur est réservé...**

Le contexte social dans notre direction est bien plus tendu que ce que l'administration centrale pense. Il est vrai que si le Directeur Général daignait participer aux CTPC qu'il convoque il pourrait entendre les organisations syndicales sur ce point. La mise en place progressive de la DLU et la mise en route des SIP vont accentuer les difficultés dans le réseau aveyronnais de la DGFIP.

La énième suppression d'effectifs, objet du CTPL de ce jour, rend illusoire toute réussite future de la DGFIP. Il est un moment où faire plus avec moins, faire mieux avec moins, faire de la nouvelle offre avec moins, payer plus vite avec moins, ce ne sont plus que des chimères auxquelles plus personne ne croit. En 2001 le département comptait **211** personnels B et C. Le projet de loi de finances 2010 lui fait l'aumône de **172** agents : **39** emplois supprimés en 8 ans, **19%** des effectifs en moins, **1** emploi sur **5** sacrifié sur l'autel de la modernisation.

Dans ce contexte, aux quatre questions posées dans notre enquête, les réponses sont édifiantes :

\* **96% des agents affirment qu'ils ne disposent plus du temps nécessaire pour accomplir correctement leur travail.**

\* **90% estiment que leurs services sont en situation de sous-effectif.**

\* **86% des collègues ont l'impression que leur priorité est désormais de travailler pour satisfaire les critères d'évaluation de leur hiérarchie au détriment de leur mission essentielle : être au service des usagers. Seuls 14% des effectifs ont encore le sentiment de répondre prioritairement aux exigences de nos missions de service public.**

\* **Et seulement 2% des collègues pensent que les nouvelles applications informatiques, notamment HELIOS, leur font gagner du temps. Plus de la moitié des personnels ayant répondu à cette enquête affirme être déçue par cette nouvelle application.**

C'est à vos personnels, désabusés au plus point, lassés des mensonges répétitifs servis à l'opinion publique tel « moins de fonctionnaires mais mieux payés », persuadé que la RGPP n'est là que pour liquider leurs missions de service public, fatigués de conditions de travail dégradées, écœurés par exemple de se voir soit disant assigné la mission stratégique d'accueil fiscal de proximité alors que les effectifs mis à disposition de cette mission sont tous les ans réduits que vous allez annoncer la suppression de 7 nouveaux emplois pour 2010. Supprimer des emplois : mais quels sont donc les services ou postes comptables à ce jour en sureffectif M le Président ?

Ces emplois supprimés vont encore se faire au détriment du service rendu aux usagers et aussi au détriment des personnels qui verront leurs conditions de travail se dégrader davantage.

Les élus Force Ouvrière abordent comme toujours ce CTPL avec une volonté constante de défendre l'intérêt de l'ensemble des agents qui exercent leurs missions, de plus en plus sous pression et avec beaucoup d'inquiétude concernant leur avenir au sein de la DGFIP.

Nous citerons quelques exemples de propos de collègues qui illustrent parfaitement le ressenti des agents aveyronnais que nous représentons en ce CTPL :

« Les conditions de travail sont déplorables, c'est tout simplement décourageant et démoralisant »

« HELIOS ne fait pas gagner de temps si on utilise pleinement tous les modules de l'application »

« HELIOS augmente le temps de travail »

« L'application GAIA guichet ne fait surtout pas gagner de temps : 10 minutes pour traiter un dossier contre 2 minutes auparavant »

« De plus en plus de redevables au guichet, impossibilité de se former entre collègues, difficulté pour gérer ses congés »

« Sous-effectif permanent »

« Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. A cause des suppressions d'emplois, le travail se fait dans l'urgence : travailler plus pour moins de qualité »

« Le recensement des tâches est tronqué et inadapté »

« La nouvelle offre aux collectivités court à l'échec à cause du sous effectif dans les postes comptables »

« La situation ne cesse de se dégrader. Parfois je n'ai pas l'impression de travailler dans une administration d Etat investissant dans une réforme ambitieuse mais plutôt de faire partie d'un réseau de résistance à un rouleau compresseur »

« Incertitude et inquiétude sur le devenir de toutes les missions y compris celles du service des Domaines »

Face à ce constat édifiant, M le Président, nous attendons et écoutons vos réponses.

---

Les réponses de la direction ont été les suivantes : la suppression de 7 nouveaux emplois cette année est un exercice **difficile** (difficile car en 3 ans 12 emplois ont dû être supprimés), **ingrat** et

**douloureux.** Mais la direction qui a écouté l'expression directe des agents par l'intermédiaire de **FO DGFIP** veut s'attacher à maintenir partout l'excellent savoir faire professionnel reconnu des agents du département, et ce malgré les contraintes budgétaires imposées aux directions départementales !!!!!

Ensuite la direction a décidé d'appliquer les suppressions d'emploi suivantes :

- TP de RODEZ : - 1 emploi
- T de SEVERAC LE CHATEAU : - 1 emploi
- T de CAPDENAC : - 1 emploi
- T de DECAZEVILLE : - 1 emploi
- RP de RODEZ HOPITAL : - 1 emploi
- TRESORERIE GENERALE : - 2 emplois.

### **La section FO 12 a voté contre ces suppressions d 'emploi.**

Pour **FO DGFIP** la «révision Générale des Politiques Publiques » n'est qu'une politique dogmatique de diminution de la dépense publique qui considère la baisse de l'emploi public comme variable d'ajustement budgétaire. La fusion D.G.I.-D.G.C.P obéit aux mêmes choix. En 2010 la filière gestion publique Aveyronnaise perd **7** emplois, celle fiscale **6**. Pour le Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques seule une action déterminée de tous les agents pourra mettre un coup d'arrêt à cette politique qui détruit nos emplois et nos services publics.

En question diverse la direction nous a informé :

- De la modification du protocole ARTT d'un agent de la trésorerie d'Espalion et de l'accord donné par les autres agents du poste pour assurer à tour de rôle l'ouverture au public de l'accueil commun CDI Trésorerie le vendredi après midi, ainsi que du changement de protocole ARTT de la trésorerie de Laguiole.
- De l'implantation d'un emploi de catégorie C poste spécifique à la trésorerie du Larzac au 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Enfin **FO DGFIP** a voté pour 2 jours de ponts naturels 2010, les **14 mai** et **12 novembre**.

Les représentants du Personnel **FO DGFIP**  
**Damien ICHARD, Monique BLANC, Frédéric AZAM**